



Jean-Pierre Chevènement

François Mitterrand ou la ruse de la Raison

J'ai rarement vu François Mitterrand hésiter. Je ne parle évidemment pas de la tactique, qu'il savait faire évoluer au gré des circonstances. Les grands choix – il y en avait peu –, il les faisait seul. Ensuite, il les imposait, à la faveur des événements, à ses amis comme à ses adversaires. Le secret était aussi sa manière d'être. Il contribuait à son charme puissant. François Mitterrand savait deviner les êtres et se les attacher. Il professait sur la fin de sa vie qu'en politique il n'y avait pas d'amis. Pourtant, toute sa vie et sa carrière politique ont été la démonstration du contraire : François Mitterrand a pu compter sur des fidèles, entièrement dévoués à sa personne. Pour ma part, je n'ai jamais fait partie de ces mamelouks. Je lui avais offert les clés du parti d'Épinay avec le CERES et cela nous autorisait à marquer clairement nos désaccords déjà dans l'élaboration du programme socialiste, puis ultérieurement, sur la guerre du Golfe et sur Maastricht, notamment. Mais ces désaccords, si fondamentaux qu'ils fussent, n'empêchaient pas

cette « loyauté globale » sur laquelle, me dit-il un jour, il savait pouvoir compter et restait contenus par la compréhension que j'ai toujours recherchée des raisons qui pouvaient être les siennes.

La méthode du secret réussissait à François Mitterrand là où il excellait, dans le maniement des hommes, aussi bien en politique intérieure que dans les affaires internationales. Il en allait différemment en économie, matière à laquelle il était étranger. Il ne croyait pas à la ridicule prétention de figer le réel en formules mathématiques. Sa culture était à l'opposé : un roman, un livre d'histoire lui ouvraient de vastes horizons. Les notes du Plan ou celles de la petite garde de conseillers qui, au lendemain du 10 mai 1981, s'était spontanément constituée entre l'Élysée, Matignon et la rue de Rivoli pour guider ses choix économiques lui tombaient des mains. Il les voyait venir. Sous l'habit du courtisan, il devinait les « rocardiens » qu'issus du même moule ils avaient toujours été. C'étaient ceux qu'il avait

Jean-Pierre Chevènement est président de la fondation Res Publica. Il a récemment publié *1914-2014, l'Europe sortie de l'histoire ?* (Fayard, 2013, rééd. « Pluriel », 2015). Dans *Le Débat* : « Continuer à "faire France" » (n° 186, septembre-octobre 2015).



dû combattre au sein du parti socialiste pour arriver là où il était parvenu. Or, François Mitterrand, qui avait toujours voulu garder les mains libres, s'il ne se sentait pas strictement comptable des espoirs qu'il avait fait lever dans le peuple depuis 1965, et plus encore depuis le congrès d'Épinay (1971), ne souhaitait pas non plus trop les décevoir.

Je ne voudrais pas réduire François Mitterrand à ses choix économiques. Aussi bien devait-il les intégrer à une vision d'ensemble.

Le tournant de mars 1983

À l'aune des déficits que la France accumule aujourd'hui, ceux qui marquèrent les débuts du premier septennat de François Mitterrand étaient infiniment modestes : ainsi le déficit commercial de la France, en 2014, est-il quatre fois supérieur à celui de 1982, la plus mauvaise année du premier septennat. L'endettement extérieur de la France était alors à peine supérieur à 20 % du PIB (contre 96 % en 2015). L'inflation elle-même ralentissait (13 % en 1980, 9 % en 1981, 7 % en 1982). Mais les trompettes de la renommée amplifiaient démesurément nos difficultés : bientôt, au dire même des enarques qui peuplaient les antichambres, nous allions passer sous les fourches caudines du FMI¹. Dès novembre 1981, Jacques Delors demanda la « pause des réformes ». François Mitterrand s'inquiétait davantage du résultat des élections législatives partielles de janvier 1982 et des cantonales de mars. Mais il sentait qu'il allait devoir opérer des choix stratégiques sur un terrain qu'il connaissait mal.

Deux écoles s'opposaient sur le bon usage des nationalisations, sur la politique industrielle et sur la monnaie. C'est sur la question monétaire que les choses finirent peu à peu par se cris-

talliser : fallait-il ou non sortir – fût-ce provisoirement – du système monétaire européen ? Celui-ci, m'expliquait Otto von Lambsdorff, mon collègue allemand au ministère de l'Économie, fonctionnait comme un système de subventions à l'industrie d'outre-Rhin. Notre compétitivité s'était fortement dégradée du fait d'un fort différentiel d'inflation et les deux « mini-devaluations » qu'avait obtenues Jacques Delors nous laissaient toujours en deçà du rattrapage qu'il eût fallu opérer pour combler, au moins partiellement, le déficit commercial que nous enregistrons sur l'Allemagne (28 milliards de francs en 1982)¹.

Fallait-il sortir du SME ? Je vis vraiment, et peut-être pour la première fois de ma vie, François Mitterrand hésiter. Cette question apparemment technique était en fait suprêmement politique : à rester alignés sur le mark allemand, nous serions conduits à surencherir sur la rigueur budgétaire du nouveau gouvernement conservateur allemand et sur la politique des taux élevés pratiqués par la Bundesbank. François Mitterrand prit beaucoup de temps pour écouter les arguments des uns et des autres. Il s'astreignit même, durant l'hiver 1982-1983, à une réunion hebdomadaire de ses principaux ministres « économiques » : Mauroy, Premier ministre, Delors (Économie et Finances), Fabrus (Budget), Berégovoy (Affaires sociales), Chevènement (Industrie et Recherche), Jobert (Commerce extérieur), auxquels s'ajoutèrent les ministres d'État Quesiaux (Affaires sociales), Defferre (Intérieur), Fiterman (Transports) et quelques conseillers, muets certes, mais qui n'en pensaient pas moins et prenaient des notes.

Le système monétaire européen avait, certes,

¹ À comparer avec le déficit de 2014 d'environ vingt milliards d'euros, soit quatre fois plus.



été condamné dès sa création, en 1979, par le comité directeur du parti socialiste issu du congrès de Metz. Il était vu comme un carcan destiné à handicaper, dès le départ, la mise en œuvre de son programme par un gouvernement de gauche. François Mitterrand ne se fût évidemment pas arrêté à une telle prise de position, pas plus qu'à l'avis alors convergent de Bérégovoy, Fabius, Jobert et moi-même, à l'encontre de la position affichée par le Premier ministre et par le ministre de l'Économie et des Finances. Ceux-ci, au nom de l'orthodoxie néolibérale (priorité à la lutte contre l'inflation et à la réduction du déficit budgétaire) aussi bien que de l'« Europe » – fût-elle celle que nous avait léguée M. Giscard d'Estaing – ne voulaient pas que le franc sortît du SME.

Aux yeux de François Mitterrand, l'avis de Jean Riboud pesait autrement plus lourd : Jean Riboud était le patron d'une grande multinationale, Schlumberger, compagnie franco-américaine de forages pétroliers. De bonne bourgeoisie lyonnaise, mais ancien déporté à Buchenwald et ayant gardé de cette époque de fortes relations avec les communistes, grand amateur d'art contemporain, peu conformiste – il avait épousé la fille de l'écrivain indien Rabindranath Tagore –, il était surtout un esprit libre. Il se sentait proche de François Mitterrand qui sollicitait volontiers ses conseils. Il inspira ainsi son discours de Figeac, en septembre 1982, où il critiquait la lourdeur des charges financières imposées aux entreprises par des taux d'intérêt trop élevés. Or, c'était là le résultat d'une politique destinée à faire coller le franc au mark allemand au sein du SME. L'angle choisi par Riboud était judicieux : il allait au-devant des souhaits des chefs d'entreprise. Nommé ministre de l'Industrie le 29 juin 1982, j'avais tout de suite noué de bonnes relations avec lui. Jean Riboud avait

même accepté de présider les « assises de l'industrie » que j'envisageais de tenir, en juin 1983, sur le modèle des « assises de la recherche » de janvier 1982, alors que mon image était plutôt celle d'un ministre « colbertiste ». C'était très sympathique de sa part.

Sans qu'il y eût la moindre collusion entre nous, nous nous trouvions en phase sur l'idée qu'il fallait « donner de l'air » aux entreprises françaises et desserrer la contrainte qu'un taux de change trop élevé faisait peser sur notre activité industrielle et sur nos exportations. Il s'agissait, dans notre esprit, de lancer un cercle vertueux où la croissance permettrait à l'industrie de se remuscler, d'investir et de « monter en gamme » et ferait enfin reculer le chômage. C'était une vue stratégique nullement incompatible avec le choix de l'ouverture économique, mais, évidemment, opposée au choix de la monnaie forte. Or, l'arrimage du franc au mark allemand était devenu, depuis la suspension de la convertibilité or du dollar, en 1971, et le flottement généralisé des monnaies (1976), l'alpha et l'oméga du bréviaire de nos inspecteurs des finances, qu'ils fussent de droite (Giscard, Trichet, Camdessus) ou de gauche (Rocard). À leur horizon, le mark avait remplacé l'étoile polaire qu'avait longtemps été pour eux l'étalon or.

Jean Riboud pensait que dans une ère de flottement généralisé il valait mieux flotter soi-même pour naviguer au plus près de ses intérêts. La vraie monnaie mondiale était le dollar et c'était par rapport au dollar qu'il fallait conduire la politique monétaire de la France. Jean Riboud me fit rencontrer à New York Michel David Weill, le patron de la banque Lazard, à l'occasion d'un déplacement que j'effectuai aux États-Unis à l'automne 1982. À l'époque, les États-Unis ne croyaient pas beaucoup au système



monétaire européen et encore moins à la perspective d'une monnaie unique qui le sous-tendait, dans l'esprit de ses concepteurs. Le jeu était donc assez ouvert : Bonn et Bruxelles soutenaient Jacques Delors et les partisans du maintien du franc dans le SME, mais Washington n'avait pas d'avis sur la question. Le franc pouvait flotter à sa guise, dès lors que pour l'administration américaine le président de la République tenait bon sur les Pershings face aux ss20. Or, justement, en février 1983, François Mitterrand avait déclaré à la tribune du Bundestag : « Les fusées sont à l'Est mais les pacifistes sont à l'Ouest. » C'était un renfort inestimable apporté aux États-Unis, à l'OTAN et, accessoirement, à Helmut Kohl, engagé dans sa réélection.

Aux yeux de François Mitterrand, l'avis de Jean Riboud valait réassurance : si lui, François Mitterrand, choisissait de faire sortir le franc du SME, il pouvait garder le sentiment qu'il ne choisissait pas pour autant l'aventure. Le franc se stabilisait à un nouveau cours, comme avaient choisi de le faire avant lui de Gaulle, Pompidou et Giscard d'Estaing, qui commencèrent tous trois leur mandat par une forte dévaluation. La compétitivité reconquise de l'économie française, couplée à un effort d'investissement et de restructuration des entreprises nouvellement nationalisées, pourrait faire le reste. L'occasion d'un tel choix, à mes yeux, ne repasserait pas de sitôt. Il fallait foncer.

La suite est assez connue pour que je ne m'y étende pas : le directeur du Trésor d'alors, Michel Camdessus, s'est flatté d'avoir fait changer d'avis Laurent Fabius, en arguant qu'en l'absence de réserves de change il faudrait relever les taux d'intérêt « à des niveaux inouïs² ». Pour une fois, François Mitterrand n'a pas fait ce qu'il avait, croyait-il, décidé de faire. Se heurtant au refus de Pierre Mauroy et de Jacques Delors de

prendre la tête d'un gouvernement qui changerait de politique, et face aux avis de ses conseillers, conscient de l'incertitude et de la faiblesse de ses soutiens, François Mitterrand se sentant, à tort ou à raison, acculé, jugea que le moins mauvais des choix était de rester dans le SME et de garder Mauroy comme Premier ministre pour dissimuler le changement de cap du septennat.

En fait, François Mitterrand n'avait pas préparé de solution de rechange. Il avait surestimé l'empire qu'il exerçait sur Mauroy et sur Delors. Il n'avait pas vu que, dès le début de 1982, s'était formée entre son Premier ministre et son ministre de l'Économie et des Finances une « alliance en fer forgé³ » pour démontrer l'inanité d'une autre politique que la feuille de route sociale-libérale avant la lettre qu'avaient concoctée leurs cabinets. Pierre Mauroy, chargé de mettre « du bleu dans le ciel » avec la retraite à soixante ans, fit plier François Mitterrand qui ne s'attendait pas à une telle résistance. Le choix de Pierre Bérégovoy, un moment pressenti comme Premier ministre pour appliquer l'« autre politique », n'était pas sérieux. Aucune équipe alternative n'avait été constituée. Les communistes étaient sur une autre planète. Jobert, qui n'avait jamais reçu son décret d'attributions, était sur le départ. J'avais moi-même offert ma démission, le 4 février 1983, si n'était pas mis un terme à l'incessant interventionnisme du conseiller de l'Élysée, Alain Boubilil, dans les affaires industrielles. Enfin, Jean Riboud était loin d'être représentatif du patronat. Cette impréparation de Mitterrand et de ceux que Pierre Mauroy appelait les « visiteurs du soir » témoignait de

2. Philippe Short, *François Mitterrand. Portrait d'un ambigu*, Nouveau Monde éd., 2015, p. 544.

3. L'expression est de Jacques Delors, dans les *Entretiens* avec Thierry Guernier, publiés par les Amis de l'Institut François-Mitterrand, Éd. Michel de Maule, 2005, p. 35.



l'indécision profonde du président de la République sur un terrain qu'il connaissait mal et, plus encore sans doute, sur la marque qu'il voulait laisser dans l'Histoire.

Dans le nouveau gouvernement qu'il constitua, Mauroy m'offrit le ministère de l'Équipement, proposition que j'écartai. Jean Riboud me fit savoir qu'il avait, quant à lui, refusé le ministère de l'Industrie où on lui avait offert de me remplacer. Après les ides de mars 1983, François Mitterrand garda le silence. Tout au plus justifia-t-il son choix par la nécessité de ne pas couper la France de ses partenaires européens. Le 25 mars, le nouveau gouvernement adopta un programme de rigueur économique qui retirait du circuit économique deux fois plus qu'il n'y avait été injecté en 1981. Le premier secrétaire du parti socialiste de l'époque évoqua l'ouverture d'une simple « parenthèse ». Mais quand, à la rentrée 1984, François Mitterrand s'exprima à nouveau sur les ondes, il fit l'éloge du profit dès lors, ajouta-t-il, qu'il était « le fruit de l'effort personnel ». On croyait entendre l'« Enrichissez-vous ! » de Guizot sous Louis Philippe. Encore est-il juste de citer intégralement la phrase réellement prononcée par Guizot qui avait lui-même ajouté : « par le travail et par l'épargne ».

Philippe Short a pu écrire : « Après dix-sept ans, depuis l'hiver 1965 jusqu'à la mi-1983, passés à surfer sur la vague de la rhétorique de gauche, Mitterrand était revenu à ses racines. Les habits idéologiques qu'il avait revêtus pour arriver au pouvoir avaient enfin été ôtés. Ils ne lui avaient jamais vraiment convenu. Une partie de lui regrettait les illusions perdues. Mais l'autre était heureuse de s'en débarrasser⁴. »

Cette histoire assez prosaïque aurait pu s'arrêter là si François Mitterrand, en grand artiste qu'il était, n'avait pas su magnifier la suite par l'intercession d'une Sainte Vierge redescendue

sur la terre sous le nom d'« Europe », immaculée des fautes des nations. Le grand art de François Mitterrand est d'avoir su opérer un complet retournement de politique en restant de plain-pied avec la légende.

Imaginons, en effet, que par fidélité à François Mitterrand Pierre Mauroy ait accepté de rester à son poste pour conduire la sortie du franc hors du SME : il est probable que la monnaie unique n'aurait jamais vu le jour. L'économie française aurait pu mieux enrayer sa désindustrialisation. Une forme d'économie mixte aurait subsisté plus longtemps. La droite, si elle était revenue au pouvoir en 1986, ne serait pas allée aussi loin dans la voie d'une libéralisation intégrale des mouvements de capitaux⁵. Jacques Delors aurait-il été président de la Commission européenne de 1984 à 1994 ? Rien de moins sûr. Il n'a pas été désigné sans au moins l'aval de Kohl. Or, celui-ci ne lui a été acquis qu'à travers le moment fondateur qu'a été le maintien du franc au sein du SME, en mars 1983. Si, à l'inverse, le franc était sorti du SME, les économies française et allemande auraient temporairement divergé, mais la première aurait retrouvé sa compétitivité. La politique européenne, que l'environnement international imposait, aurait continué sous d'autres formes.

Sans doute l'Acte unique n'aurait pas été ce grand acte de dérégulation qui allait mettre l'Europe continentale au diapason du néo-libéralisme anglo-saxon. Le projet de monnaie européenne n'y aurait pas été inscrit et les statuts de la monnaie unique n'auraient pas été figés, sur la proposition du « groupe Delors », au Conseil européen de Madrid de juin 1989. La réu-

4. Ph. Short, *François Mitterrand, op. cit.*, p. 553.

5. Cf. les déclarations de Jacques de Larosière dans Rawi Abdelal, *Capital Rules. The Construction of Global Finance*, Harvard University Press, 2009, pp. 63-64.



nification de l'Allemagne se serait faite, mais peut-être par une autre voie que la simple absorption des *Länder* de l'Est par la République fédérale et peut-être dans une autre configuration géopolitique. Un tel choix n'eût pas empêché un accord avec la Grande-Bretagne à Fontainebleau en 1984, ni l'élargissement des Communautés européennes à l'Espagne et au Portugal en 1986. On aurait bien trouvé quelque chose pour donner le sentiment d'une dynamique européenne maintenue. L'essentiel, à mes yeux, était ailleurs : une sortie du franc du SME – temporaire ou non – eût mieux préservé notre industrie. Elle eût été plus conforme aux intérêts de la France et mieux comprise de l'électorat de gauche qui voyait dans ce système monétaire pénalisant l'emploi un héritage de Giscard.

La sortie du franc du système monétaire européen, au départ souhaitée par François Mitterrand, l'aurait peut-être dispensé de faire ce « pari pascalien sur l'au-delà des nations⁶ » qu'a été l'Europe, avec l'Acte unique et le traité de Maastricht. La France aurait préservé sa souveraineté, mais l'Europe n'en aurait pas moins continué son lent travail d'agrégation. Celui-ci se serait fait dans le prolongement des nations, et non par cet effet de substitution magique que l'on voit seulement dans les opéras à machines du Grand Siècle.

Le sens du socialisme

Le combat autour du tournant de mars 1983 fut, selon Rawi Abdelal, « un combat pour l'âme même de la gauche française ». Il n'emportait pas seulement des conséquences économiques. Il touchait à l'essentiel, au sens même que l'on donnait au mot socialisme, à l'Europe et à la politique elle-même.

C'était toute la signification du combat pour

l'union de la gauche depuis 1965 et, bien sûr, son avenir qui se trouvaient mis en jeu. La France ne représentait peut-être plus que 1 % de la population mondiale, selon le mot de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, mais la gauche française remplissait dans le monde un rôle sans commune mesure avec le poids démographique de la France. Dans la grande fracture que la guerre froide avait opérée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'était la première fois que socialistes et communistes s'étaient rassemblés autour d'un candidat et bientôt d'un programme communs. L'idée d'un « eurocommunisme » dans les pays de l'Europe du Sud, là où le parti communiste était resté puissant, s'en était trouvée fouettée. Quelle signification pouvait revêtir une « stratégie de rupture », conforme au schéma marxiste original, au sein même du capitalisme avancé ? Les analyses de Gramsci sur l'« hégémonie culturelle » redevinrent à la mode. Et, par ricochet, l'inquiétude avait gagné Washington : dans quelle mesure le coup d'État de Pinochet au Chili contre Salvador Allende ne valait-il pas coup de semonce vis-à-vis de ceux qui, en Europe occidentale, seraient tentés d'imiter ce dernier ? Dans le tiers monde et en Chine, l'espoir s'éveillait de voir s'organiser une dissidence européenne au sein même d'un Occident dominé par les États-Unis. Il n'y avait guère qu'à Moscou que cette perspective ne faisait pas rêver. Bref, la France, à cette époque, cristallisait à nouveau les espoirs, peut-être irraisonnés, de l'humanité souffrante. Les socialistes méditerranéens rêvaient d'un « compromis géographique » qui les eussent sortis de la dictature. Les intellectuels latino-américains voyaient s'ouvrir une brèche dans l'enfermement auquel

6. Cf. Jean-Pierre Chevènement, *La France est-elle finie ?*, Fayard, 2011, p. 49.



le « consensus de Washington » condamnait leurs pays. Il n'était pas jusqu'au Moyen-Orient où des espoirs avaient germé : je me souviens d'un commerçant communiste m'interpellant sur un marché de Bagdad en 1975 pour dire « bonne chance à François Mitterrand ». C'était un temps où la gauche française était plus grande que la France elle-même. On comprend l'immensité de la déception qui suivit les choix de mars 1983 et l'ardeur mise à les dissimuler.

Laure Adler écrit encore, en septembre 2015 : « Lui [François Mitterrand] se moque des critiques, préférant affirmer qu'il ne renie aucune de ses promesses de 1981, et ne renonce pas à ses réformes structurelles. Tournant ? mais quel tournant ?... À l'Élysée, les conseillers reçoivent l'ordre de ne pas parler de rigueur mais de "pause" ou de "parenthèse"... Au socialisme de rupture, il préfère désormais la solidarité européenne. Abandon d'une politique ? Renonciation à un idéal ? Trahison de ses propres convictions ? Il niera tout en bloc⁷. »

La religion de l'Europe

Dans quelle mesure François Mitterrand, qui était foncièrement patriote, a-t-il été conscient qu'il allait, en substituant au paradigme initial de l'union de la gauche le paradigme européen, jeter les bases d'une nouvelle religion où l'invocation de « l'Europe, notre avenir » allait renvoyer par là même la France au passé ? Assurément, François Mitterrand se voulait depuis longtemps « européen ». Il participait au mythique congrès de La Haye de 1946. Ayant vécu l'effondrement de 1940, il ne croyait plus à la « France seule ». Certes, ministre de l'Intérieur de Pierre Mendès France, il s'était abstenu en 1954 dans le vote sur la Communauté européenne de défense,

mais il avait voté le traité de Rome trois ans plus tard.

En 1973, deux ans après son accession à la tête du parti socialiste, il avait réuni un Congrès à Bagnolet pour mettre les points sur les « i » : les socialistes étaient consubstantiellement des « Européens », même si la motion de synthèse finale affirmait que « l'Europe serait socialiste ou ne serait pas ».

Vis-à-vis de moi-même, François Mitterrand s'était montré – je dois le dire – assez franc : en 1979, peu avant le congrès de Metz, il m'avait dit sur le ton de la confiance : « Nous sommes d'accord sur tout, Jean-Pierre, avant d'ajouter, ce qui me fit dresser l'oreille : "Un seul point nous sépare : je ne crois pas qu'à notre époque la France, hélas, puisse faire autre chose que passer à travers les gouttes" ». Le mot hélas a son importance. Je ne crois pas que l'on puisse comprendre l'évolution du rapport de François Mitterrand à la France en mettant entre parenthèses la période sombre de notre histoire de 1940 à 1944.

On peut aussi, certes, trouver des circonstances atténuantes au retournement politique de François Mitterrand dans le contexte difficile qui suivit sa victoire de 1981. Avec Thatcher et Reagan, le néo-libéralisme venait de l'emporter dans le monde anglo-saxon. Le « projet socialiste » avait mis la barre très haut. À vrai dire, la gauche au pouvoir ne pouvait tenir dans la durée qu'en adoptant un discours « républicain » à la Mendès. Mais ce n'était pas le genre de François Mitterrand.

Dans le contexte de l'époque, la conversion européenne – et libérale – était plus tentante et surtout plus facile pour la gauche fraîchement

7. Laure Adler, *François Mitterrand, journées particulières*, Flammarion, 2015, p. 350.



arrivée au pouvoir. Malgré les travaux de grand carénage effectués au lendemain du congrès d'Épinay, les dirigeants du parti socialiste restaient, dans leur majorité, des anciens de la SFIO, artisans, autour de Guy Mollet, de l'Europe communautaire. Malgré l'apport du CERES et de la jeune garde de la Convention des institutions républicaines, le génome européen du parti socialiste n'avait pu être assez substantiellement modifié. François Mitterrand s'y serait lui-même opposé. Dès 1972-1973, il s'était servi de l'Europe et de l'Internationale socialiste comme d'une corde de rappel pour éviter que le choix de l'union de la gauche en France ne l'entraînant trop loin. Mais son attachement à l'Europe s'enracinait aussi dans une vision plus large.

L'Allemagne, en 1983, était encore divisée. La crise des fusées battait son plein. La réunification ne paraissait pas prochaine et la France restait, au plan politique et militaire, la principale puissance européenne. Il y avait donc de la marge pour une « grande politique européenne ». Celle-là ou une autre. Car il n'était encore écrit nulle part que la France dût aliéner sa souveraineté à une entité « fédérale », comme Roland Dumas le dit crûment à la tribune de l'Assemblée nationale, à la veille de la conclusion du traité de Maastricht (décembre 1991). Il était en effet assez clair, après la réunification allemande, que l'élargissement de l'Europe à l'Est allait suivre et que l'Allemagne retrouverait bientôt la position centrale et prééminente qui avait été la sienne, au cœur de l'Europe, avant les deux guerres mondiales. Ce ne pouvait être une raison pour s'opposer à la réunification allemande. Au nom de quoi la France, championne de l'auto-détermination des peuples, aurait-elle pu y mettre obstacle ? C'était une forte raison, néanmoins, pour ne pas aliéner notre souveraineté dans un domaine – la monnaie – qui commande

tous les autres. Que n'avait-on gardé en mémoire la forte boutade du général de Gaulle : « Mon verre est petit, mais je bois dans mon verre, et je trinque tout alentour » !

Le choix de la monnaie unique a été fait à Madrid, en juin 1989, quelques mois avant la chute du mur de Berlin (novembre 1989), à un moment où l'on ne voyait rien venir. Le choix de la monnaie unique doit donc tout à l'idéologie européenne d'une Union européenne se substituant aux nations et rien au contexte géopolitique (la réunification) par lequel on le justifie aujourd'hui. Seul le calendrier (1999) a été fixé, sous la pression que François Mitterrand a exercée sur Helmut Kohl, à l'automne 1989.

En réalité, le choix idéologique majeur des deux septennats de François Mitterrand a été fait après mars 1983. L'exaltation de l'« Europe » avait pour but de masquer le retournement de notre politique économique et le ralliement aux dogmes du néo-libéralisme que la suite a malheureusement démontrés mais qui était la conséquence logique de l'orientation prise.

Il était impératif pour François Mitterrand de substituer une légende à une autre. Il n'y parvint pas rapidement. Certes, le discours officiel devint franchement « européen » après le sommet de Fontainebleau et l'accord passé avec Mme Thatcher sur le chèque britannique (avril 1984). Le traité de Luxembourg, dit « Acte unique », fut conclu à la fin de 1985. Mais s'il passa comme une lettre à la poste, c'est que le contenu réel en fut soigneusement dissimulé aux parlementaires de gauche comme de droite. Tous, d'ailleurs (à l'exception des communistes), y apportèrent leur soutien (1987). L'entreprise se déroulait en catimini. Le Conseil des ministres découvrit médusé, en 1989, la transcription d'une directive européenne autorisant, en application de l'Acte unique, la libération intégrale



des mouvements de capitaux, à compter du 1^{er} janvier 1990, non seulement à l'intérieur de l'Europe, mais aussi vis-à-vis des pays tiers, et cela sans aucune harmonisation préalable de la fiscalité sur l'épargne. Dans l'esprit public, les échéances électorales surplombaient le reste : législatives de 1986, présidentielle puis à nouveau législatives de 1988. Les enjeux véritables disparaissaient derrière les joutes télévisées où François Mitterrand déploya tout son talent. François Mitterrand, sur l'Europe, était assez explicite : sa *Lettre aux Français* (avril 1988), quoique assez générale, ne dissimulait en rien l'importance centrale que l'Europe allait occuper dans son deuxième septennat.

Quand sonna l'heure de la réunification de l'Allemagne, les Français surmontèrent l'appréhension qu'ils avaient d'une Europe allemande par l'invocation d'une « Allemagne européenne », empruntée à Thomas Mann par Kohl et Mitterrand, et qu'était censé produire le choix d'une monnaie unique. Les Français se réveillèrent seulement quand François Mitterrand jugea que l'affaire ne pouvait plus rester confidentielle et que le peuple devait être saisi par référendum, ne serait-ce que pour assurer l'avenir. Le peuple français, consulté sur le traité de Maastricht, approuva, à 1 % de majorité, l'abandon programmé de sa souveraineté monétaire. Quand il s'en repentit, en rejetant, le 29 mai 2005, le projet de Traité constitutionnel européen, il était trop tard : l'Europe progressait par effets de cliquet, depuis que Jean Monnet en avait, par avance, fait la théorie : une série de « petits faits accomplis » créerait des « solidarités de fait », sur lesquelles on ne pourrait plus revenir. Ainsi fut fait en 2008, à travers une réunion en congrès, à Versailles, des deux chambres du Parlement, autorisant, avec l'accord du PS et de l'UMP, la ratification du traité de Lisbonne qui reprenait,

selon la recommandation d'Angela Merkel, « la substance » du projet de traité constitutionnel.

Un grand auteur

Certainement, François Mitterrand n'aurait pas voulu voir l'Europe enlisée, par la grâce de la monnaie unique, dans une stagnation économique de longue durée et un chômage de masse sans équivalent depuis la crise des années 1930. Ce qui, au mitan des années 1980, pouvait encore passer pour un mal provisoire s'est enraciné durablement avec une croissante précarité, des inégalités toujours plus choquantes, un ascenseur social bloqué, un enfermement sans cesse plus prononcé dans différentes formes de communautarismes, dont l'extrême droite n'est au fond qu'une variante. Qu'étaient devenues les valeurs d'égalité, de justice, d'épanouissement des capacités individuelles et collectives, de fraternité, de solidarité, par lesquelles, de 1965 à 1981, nous avons soulevé la gauche et la majorité du pays au-dessus d'eux-mêmes ? François Mitterrand ne pouvait pas avoir voulu cela, même s'il a donné, à certains moments, des signes de résignation : « Contre le chômage, on a tout essayé », déclara-t-il un jour, après avoir flétri, l'avant-veille, « ceux qui s'enrichissent en dormant ». Bien sûr, il était pétri de contradictions, ce que ses zéloteurs inconditionnels n'étaient pas prêts à admettre. Pas davantage François Mitterrand n'aurait supporté le déséquilibre qui s'est créé au fil des ans entre l'Allemagne et la France. Il aurait certainement réagi. On peut dire, plus prosaïquement, qu'en substituant une légende (l'Europe) à une autre (l'union de la gauche), il essayait d'abord de retrouver pied pour pouvoir proposer aux Français une lecture lisible de son action. Un peu comme un auteur dramatique qui change les décors de sa pièce



pour pouvoir écrire le deuxième acte. Si le spectateur perd un peu le fil, il est permis d'espérer qu'au troisième acte chacun, néanmoins, retrouvera les siens.

François Mitterrand n'était pas seulement un amateur de littérature. C'était un grand auteur. C'est pourquoi les Français lui ont fait crédit et conservent encore l'émerveillement des riches heures qu'il leur a fait vivre. «Après moi, ce sera l'Europe, avait-il tranché, il n'y aura plus de grand Président.» Mais la nostalgie demeure.

« Passer à travers les gouttes »

L'Europe avait, aux yeux de François Mitterrand, des vertus que, vingt-cinq ans après la conclusion du traité de Maastricht, elle n'a pas démontrées. François Mitterrand croyait – il le répétait souvent – à « la force des institutions » en plus de l'acquis communautaire que représentait le marché intérieur. Et sans doute cela était-il vrai, à ses yeux, pour l'Europe comme pour la France. Les forces sociales dans un cadre institutionnel donné trouvent toujours le moyen de s'exprimer, quitte à tourner le cadre à leur avantage. François Mitterrand n'était pas marxiste, mais il croyait au « politique ». Il n'imaginait pas que les traités puissent s'appliquer mécaniquement, sans que les hommes concernés veillent, en cas de besoin, à les redresser. Bref, pour reprendre un concept hégélien, François Mitterrand faisait confiance à la « ruse de la Raison » européenne. Même s'il concédait beaucoup au néo-libéralisme ambiant, en acceptant les disciplines qui allaient de pair avec le maintien du franc dans le SME et, plus encore, en faisant sien le projet de monnaie unique qui était la justification politique à long terme de ce système, François Mitterrand ne se voulait certainement

pas le simple continuateur de Valéry Giscard d'Estaing.

Pensait-il que l'Europe permettrait, en matière économique et sociale, de rattraper les choses ? Ni l'Acte unique ni le traité de Maastricht ne témoignent d'une telle volonté d'infléchir la trajectoire de la mondialisation financière. C'est à la lecture des textes, particulièrement du projet de traité de Maastricht, que j'ai littéralement bondi. Plus de trente ans après les ides de mars 1983, le pacte passé au nom de « l'Europe » par le socialisme français avec le néo-libéralisme, à l'orée de son cycle, a tourné entièrement au bénéfice de celui-ci. On pouvait s'y attendre, compte tenu de la puissance des oligarchies financières en Europe et de l'inféodation des forces politiques à leur endroit, de droite ou se disant « de gauche ». Mais on ne pouvait s'attendre à ce que la bataille fût perdue sans avoir été livrée.

La ruse de la Raison néolibérale a été la plus forte. Elle l'a emporté, sans vrai combat, sur la « ruse de la Raison européenne », sur laquelle François Mitterrand comptait comme sur une alliée déterminante. Il est vrai que quand il était au pouvoir, il n'y a guère contribué : je l'ai vu accepter de Kohl la suppression de la clause d'harmonisation de la fiscalité sur l'épargne, qui était le préalable de la libération des mouvements de capitaux. Celle-ci allait pourtant créer une inégalité structurelle irréversible entre le Capital, mobile à volonté, et le Travail, assigné à résidence. Mais François Mitterrand n'avait d'yeux que pour la monnaie unique qui brillait comme le Graal à son horizon. Or, quand on lit le texte du « groupe Delors » (1988-1989) qui a servi de règlement à la monnaie unique et a été intégralement repris dans le corps du traité de Maastricht, on ne peut que constater qu'il est le décalque des textes relatifs au *Deutsche Mark* et



à la Bundesbank allemande. C'est la transposition à l'Europe de l'ordo-libéralisme allemand (priorité à la seule lutte contre l'inflation dans les statuts de la Banque centrale, indépendance de celle-ci vis-à-vis du « politique », déficit budgétaire contenu, etc.).

Où François Mitterrand – ou plutôt ses conseillers et ses ministres – avaient-ils la tête ? C'était bien la peine d'avoir créé l'ENA en 1945 pour en arriver là ! Le texte du traité de Maastricht est formel : il pose le principe de la responsabilité des États. Il exclut la solidarité européenne du fonctionnement de la monnaie unique : c'est la fameuse clause de *no bail out*, c'est-à-dire de non-renflouement des pays excessivement endettés.

Comment la ruse de la Raison européenne s'est-elle donc manifestée à ce jour face aux crises à répétition de l'euro ?

– Par un modeste fond de stabilisation devenu « mécanisme européen de solidarité », minuscule fourgon-pompe capable de lever, au maximum, 700 milliards d'euros ;

– Ensuite, et surtout, par l'inventivité du président de la BCE, Mario Draghi, qui a conçu en 2013 un système d'avance aux banques et, en 2015, une politique de création monétaire.

Ces rustines ingénieuses permettent-elles d'« acheter du temps », comme l'a écrit l'économiste allemand Wolfgang Streeck⁸ ? Même pas. Car la monnaie ainsi créée n'est pas injectée dans les circuits productifs. En définitive, les petites ruses de la Raison européenne ne corrigent pas la déraison néolibérale devenue manifeste. Il a fallu, au départ, un « dur désir de

durer », que seul l'incontestable sens esthétique de François Mitterrand a permis de mettre en scène, mais aussi pas mal de légèreté politique pour en arriver là où en sont aujourd'hui les héritiers de Jacques Delors.

La « ruse de la Raison européenne » s'est avérée, à l'expérience, un concept bien insuffisant face à la logique du capitalisme financier mondialisé et des rapports de force à l'intérieur de l'Europe. Les institutions européennes n'ont été d'aucun secours, bien au contraire, pour prendre en compte les intérêts des peuples européens. L'impasse faite sur les nations et donc sur la démocratie qui vit dans chacune d'elles s'est retournée contre l'idée de l'Europe elle-même. La « ruse de la Raison européenne » n'était qu'un artifice.

La nation – confondue avec le nationalisme – a-t-elle été le point aveugle de la pensée mitterrandienne ? Au fond de lui-même, il était partagé, comme en témoigne son dernier discours, le 9 mai 1995, à Berlin. L'Europe était sa vision, mais la patrie sa fidélité. « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie. Beaucoup y ramène » : la pensée de Jaurès n'a pas guidé son action. L'expérience des malheurs de la France avait depuis longtemps inscrit dans la réflexion de François Mitterrand cette idée qu'« à notre époque, hélas, la France ne peut plus faire que passer à travers les gouttes »...

Jean-Pierre Chevènement.

8. Wolfgang Streeck, *Du temps acheté*, Gallimard, 2014.